



Mardi 11 novembre 2025 · Paris

75

Le Grand Parisien

RESTAURATION | Environ 200 écoles sont touchées par un mouvement social des agents d'animation. Les syndicats dénoncent un sous-effectif chronique. Les familles s'organisent comme elles peuvent.

Pendant la grève des cantines, le système D des parents

Juliette Duclos

SUR LES TROTTOIRS, les enfants s'agrippent aux mains de leurs parents. Des voix résonnent : « Stop, on arrête de courir, vous attendez que le bonhomme soit vert avant de traverser. » Il est 11 h 30, ce lundi, aux abords de l'école Maurice-Genevoix, à Paris (XVIII^e), et des flots d'élèves de maternelle et de primaire se déversent dans les rues. Jusqu'au 21 novembre, ils n'iront pas à la cantine.

À l'appel du syndicat Supap-FSU animation, aux côtés de la CFDT et de la CGT affaires scolaires, un mouvement de grève a été lancé pour dénoncer les conditions de travail jugées insoutenables du personnel d'animation de Paris, en charge des repas, du périscolaire et de l'extrascolaire.

Alors les parents s'organisent tant bien que mal. Avec un poulet rôti dans un sac en plastique, Chaïma, 32 ans, est venue chercher ses deux enfants pour le déjeuner. « Aujourd'hui, heureusement, je suis en télétravail, mais j'ai quand même dû décaler deux réunions », déclare cette consultante en responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Et ce mardi, c'est férié. « C'est plutôt la fin de la semaine qui va être compliquée, je ne sais pas du tout comment je vais me débrouiller pour jeudi et vendredi, ça va être galère », s'inquiète-t-elle. Une maman passe à côté et la salue. La grève de la cantine ? « Bah, je travaille jeudi et vendredi, donc ma fille va devoir aller chez Mamie », nous répond Manel.

Ils se relaient pour faire manger les enfants

Un peu plus loin, des enfants s'amusent. « Allez, on y va », leur demande Antoine. Ce père de famille de 33 ans s'apprête à donner à manger à pas moins de cinq bambins. « Des petits, des moyens et des



Mais ce protocole a été jugé insuffisant par le Supap-FSU, qui a refusé de le signer. « Ces mesures ne répondent en rien à nos demandes de centaines de créations de postes de titulaires », rétorque Nicolas Léger. Alors le mouvement de grève a été maintenu.

« On peut se retrouver avec un adulte pour 32 enfants »

Sur le terrain, le mal-être est profond. « Pour résumer, je suis fatiguée, usée et en colère », répond Nora*. Cela fait plus de vingt-quatre ans qu'elle travaille dans le périscolaire, « d'abord comme vacataire, puis titulaire et, maintenant, animatrice lecture avec des primaires ». Au fil des années, elle a vu la situation se dégrader : « Je n'ai pas choisi ce métier pour faire de la garderie et de la surveillance. Mais comme il manque souvent des animateurs ou des animatrices, je me retrouve à gérer la cantine. Je ne peux pas mettre en place mes projets pédagogiques. » En primaire, le quota est normalement d'un animateur pour 18 enfants. « Mais on est plutôt à un adulte pour 22 élèves. Quand on est en service dégradé, on peut se retrouver avec un adulte pour 32 enfants. Là, c'est n'est pas possible. »

L'opposition, elle, estime qu'il est essentiel de mener un « énorme chantier » afin de repenser les conditions de travail de cette profession. « La réalité, c'est que c'est très difficile de recruter le personnel nécessaire, donc il faut revaloriser leur statut, assure Inès de Ragueneil, conseillère de Paris (groupe Changer Paris) et membre de la 6^e commission éducation-familles. Je souhaite également que l'on revienne à une semaine de quatre jours et non de quatre jours et demi, avec un mercredi complet pour le temps périscolaire. » Si le temps de travail est moins morcelé, il sera plus facile d'embaucher, selon elle. * Le prénom a été changé.

grands, précise-t-il. On se relaye avec d'autres parents de l'école, on s'est réparti les jours de la semaine. »

Selon le syndicat, environ 200 écoles de la capitale sont touchées par cette mobilisation sociale. « On commence deux semaines de grève, c'est la première fois qu'on mène un mouvement aussi long. On sait que ce n'est pas simple pour les parents, déclare Nicolas Léger, cosecrétaire général du Supap-FSU, contacté par *le Parisien*. On leur explique que ce n'est pas pour les ennuyer, mais parce qu'on n'a pas le choix pour accueillir leurs enfants dans de meilleures conditions. »

Recrutement massif, titularisation de milliers de vacataires

pour lutter contre le sous-effectif chronique et la précarité des agents... Les revendications ne sont pas nouvelles. En 2024, selon le Supap-FSU, près de 8 500 animateurs étaient vacataires. « On doit taper du poing sur la table pour se faire entendre de la municipalité, car le personnel est épuisé, il y a une grande souffrance au travail, reprend le syndicaliste. Il vaut mieux une grève maintenant, afin que les choses s'arrangent, plutôt que de continuer comme ça encore pendant des années et que beaucoup finissent par craquer. »

Dans le cadre d'un dialogue social, un protocole a été élaboré et présenté par la municipalité aux syndicats à

Les écoliers seront privés de cantine jusqu'au 21 novembre.



C'est la première fois qu'on mène un mouvement aussi long. On sait que ce n'est pas simple pour les parents.

Nicolas Léger, cosecrétaire général du syndicat Supap-FSU

la fin du mois. La Ville de Paris expliquait, la semaine dernière, au « Parisien » qu'il prévoit notamment « la reconnaissance des fonctions d'encadrement des équipes d'animation en revalorisant la prime des REV (responsables éducatif Ville) et en changeant le nom des REV afin de permettre une meilleure identification ». Il met également l'accent sur « un plus grand soutien des équipes d'animation dans l'accueil des enfants à besoins éducatifs particuliers » et le « renforcement des moyens d'encadrement des équipes et de suivi des établissements afin de gagner en homogénéité et en réactivité dans la résolution des difficultés. »

17/ANNE-SOPHIE DUMECOUR